

# Les syndicats se préparent à des grèves reconductibles

L'intersyndicale promet des manifestations historiques pour mardi et envisage déjà de poursuivre le mouvement de contestation

Il s'agit d'une mobilisation « inoubliable » dans le but de « faire plier » l'Elysée et le gouvernement. Pour la sixième fois depuis le 19 janvier, les huit principaux syndicats de salariés et cinq organisations de défense de la jeunesse exhortent la population à descendre dans la rue pour obtenir l'abandon de la réforme des retraites. Cette nouvelle démonstration de force, prévue mardi 7 mars, vise à « mettre la France à l'arrêt » durant vingt-quatre heures, tout en enclenchant un deuxième cycle dans la contestation : au-delà des manifestations, qui s'annoncent imposantes, des arrêts de travail, déjà en cours dans certains secteurs comme celui de l'énergie, sont programmés et susceptibles de s'inscrire dans la durée.

Les chiffres émanant des services du ministère de l'intérieur évoquent une vague dont la hauteur impressionne : entre 1,1 million et 1,4 million de femmes et

d'hommes pourraient battre le pavé, mardi. « C'est la prévision la plus élevée depuis le début du conflit », commente Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT. Son homologue de la CGT, Philippe Martinez, rapporte que, dès le 2 mars, des appels à défiler ont été identifiés dans « 265 lieux » – soit un chiffre supérieur à celui des cinq précédentes journées nationales d'action, selon lui – et la liste n'est pas close. « C'est un signe qui ne trompe pas », affirme-t-il.

## Détermination

Le fait que les protestataires aient un peu levé le pied durant la deuxième quinzaine de février ne semble pas avoir écorné leur détermination. L'exécutif leur a, qui plus est, fourni un surcroît d'énergie, à travers des déclarations qui ont nourri le courroux. « Mettre la France à l'arrêt, c'est prendre le risque d'une catastrophe écologique, agricole, sanitaire, voire humaine dans quelques mois », avait lancé,

le 1<sup>er</sup> mars, Olivier Véran, le porte-parole du gouvernement. Maintenant, « on sait que les sept plaies d'Égypte, c'est nous », a ironisé Frédéric Souillot, le leader de FO. Le pouvoir en place « jette de l'huile sur le feu », enchaîne Cyril Chabanier, le président de la CFTC : « C'est de la provocation de nous parler d'esprit de responsabilité. »

L'intersyndicale est d'autant plus résolue à s'impliquer dans la bagarre qu'elle « attendait un signal » de la part de l'exécutif qui n'est jamais venu, comme l'explique François Hommeril, le numéro un de la CFE-CGC. « Nous avons indiqué dès le départ que notre engagement serait graduel », ajoute-t-il. Comme le camp d'en face reste arc-bouté sur son projet, les treize coalisés passent à la vitesse supérieure. « Le 7 mars, c'est LE jour pour se mobiliser ! Il faut tout donner pour que cette mobilisation soit encore plus réussie que les autres », martèle M. Berger.

M. Martinez, lui, y voit aussi l'amorce d'« une autre phase » et la continuation de la lutte sous des formes plus dures. Lundi matin, sept fédérations de la CGT ont d'ailleurs invité « l'ensemble des travailleuses et travailleurs » à « envisager la reconduction de la grève partout » après mardi. Plusieurs de ces organisations sont implantées dans des champs professionnels névralgiques et jouissent d'une représentativité importante auprès des salariés : le transport ferroviaire, l'énergie, les ports et docks... Leur pugnacité ne fait pas l'ombre d'un doute, comme l'a montré la petite phrase d'Emmanuel Lépine : le chef de la CGT-Chimie s'est dit prêt, le 2 mars, à « mettre à genoux l'économie française ».

L'idée de partir dans des arrêts de travail renouvelables jour après jour ne correspond pas du tout aux pratiques privilégiées par la CFDT, à son échelon confédéral. « L'important, confie M. Ber-

ger, c'est de franchir une étape supplémentaire. L'intersyndicale verra ensuite, le soir du 7 mars, comment poursuivre son action. » Une manière feutrée de rappeler les spécificités de la centrale cédétiste, très tournée vers la recherche du compromis.

## « Intelligence collective »

Mais ces différences ne paraissent pas poser de problème aux partenaires de la CFDT. « Nous avons été très clairs entre nous depuis le début sur le fait que nous n'avions pas forcément les mêmes approches ni les mêmes revendications sur tout », souligne Simon Duteil, codélégué général de Solidaires, qui rappelle que la CFDT, à un niveau décentralisé, s'associe à des appels à la grève reconductible, par exemple à la SNCF. « Ce n'est pas une difficulté, renchérit Benoît Teste, secrétaire général de la FSU. La stratégie des autres est connue de tous, il y a un respect mutuel. » Laurent Escure, le pa-

tron de l'UNSA, raconte que, « lorsque nous avons appelé, ensemble, à durcir le mouvement, il était clair que des secteurs où nous sommes capables de faire grève plusieurs jours ou s'orienter vers des actions reconductibles ». « Ce n'est pas possible partout, mais là où ça se fait, ça aidera au rapport de force souhaité par les Français eux-mêmes », soutient-il.

Les organisations de salariés font preuve d'une « intelligence collective » qui s'avère « assez frappante », estime Jean-Marie Pernot, chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales. « Elles parviennent à penser ensemble, tout en assumant publiquement leurs différences », complète-t-il. Il n'y a eu aucun débordement lors des manifestations qu'elles ont organisées, l'esprit de responsabilité est de leur côté. Pour le moment, conclut M. Pernot, « c'est un sans-faute ». ■

BERTRAND BISSUEL